

montant de ce chèque si les directives fixées par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué sont bien respectées.

Une carte de garantie de chèque postal peut être délivrée à un titulaire de compte, ainsi qu'à son mandataire ayant souscrit un engagement dont la teneur est déterminée par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions.

Cette carte de garantie de chèque postal est délivrée en fonction de l'honorabilité et de la solvabilité du titulaire de compte et après examen de l'avoir et du fonctionnement de son compte.

Le Ministre ayant la Poste dans ses attributions ou son délégué fixe les conditions de délivrance et de retrait de la carte de garantie.

La délivrance de la carte de garantie de chèque postal peut donner lieu à la perception d'une taxe. »

Art. 10. Au tableau des taxes et des conditions des opérations postales du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, le texte suivant est inséré après la rubrique 236bis :

« Carte de garantie de chèque postal :

236ter. Délivrance ou renouvellement de la carte de garantie de chèque postal 100, — par an —. »

Art. 11. L'article 128 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 128. L'article 123 est applicable à l'assignation postale.

Une communication relative au motif du paiement peut être portée gratuitement à l'endroit désigné du talon de l'assignation postale. »

Art. 12. L'article 130 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 130. Un tarif d'émission préférentiel peut être accordé aux caisses de pension émettant annuellement au moins un million d'assignations postales. »

Art. 13. Au tableau des taxes et des conditions des opérations postales du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1980, le point d) de la rubrique 227 est remplacé par la disposition suivante :

« d) assignation postale émise par les caisses de pension bénéficiant d'un tarif préférentiel . . . 9,—. »

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté, à l'exception des articles 12 et 13, ne sont pas applicables aux comptes ouverts au nom des comptables de l'État et de la Régie des Postes.

Art. 15. Pour l'application de la loi du 28 décembre 1973, l'Office des chèques postaux est considéré comme intermédiaire financier du secteur public.

Art. 16. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
F. WILLOCKX

Le Ministre des Finances,
R. VANDEPUTTE

F. 81 — 1153

14 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifiée par les lois des 20 août 1962, 6 juillet 1971, 9 juillet 1976 et par la loi-programme du 2 juillet 1981;

Posterijen waarop zij werd getrokken hem het bedrag van de check zal uitbetalen indien de richtlijnen bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde stipt werden nageleefd.

Een postcheckwaarborgkaart mag worden afgeleverd aan een rekeninghouder evenals aan zijn mandataris die een verbintenis heeft onderschreven waarvan de inhoud wordt vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren.

Deze postcheckwaarborgkaart wordt afgeleverd rekening houdend met de eerlijkheid en solvabiliteit van de rekeninghouder en na onderzoek omtrent het tegoed en de werking van zijn rekening.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren of zijn gemachtigde bepaalt de voorwaarden van aflevering en intrekking van de waarborgkaart.

Het afleveren van de postcheckwaarborgkaart kan aanleiding geven tot het heffen van een taks. »

Art. 10. Aan de tabel der taksen en voorwaarden der postale verrichtingen van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1980, na de rubriek 236bis de volgende tekst toevoegen :

« Postcheckwaarborgkaart :

236ter. Aflevering of hernieuwing van de postcheckwaarborgkaart 100, — per jaar —. »

Art. 11. Het artikel 128 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 128. Het artikel 123 is van toepassing op de postassignatie.

Een mededeling betreffende de reden der betaling mag kosteloos worden aangebracht op de hiervoor op de strook van de postassignatie voorziene plaats. »

Art. 12. Het artikel 130 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 130. Aan de pensioenkassen die jaarlijks ten minste één miljoen postassignaties uitgeven, mag een voorkeurstarif voor uitgifte worden toegestaan. »

Art. 13. In de tabel der taksen en voorwaarden der postale verrichtingen van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 december 1980, wordt het punt d) van de rubriek 227 vervangen door de volgende bepaling :

« d) postassignatie uitgegeven door de pensioenkassen die van een voorkeurtarif genieten . . . 9,—. »

Art. 14. De bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 12 en 13, zijn niet van toepassing op de rekeningen geopend op naam van de rekenplichtigen van de Staat en van de Regie der Posterijen.

Art. 15. Voor de toepassing van de wet van 28 december 1973 wordt het Bestuur der Postchecks als financiële bemiddelaar van de openbare sector beschouwd.

Art. 16. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Minister van Financiën zijn gelast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
F. WILLOCKX

De Minister van Financiën,
R. VANDEPUTTE

N. 81 — 1153

14 JULI 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de postdienst, gewijzigd bij de wetten van 20 augustus 1962, 6 juli 1971, 9 juli 1976 en bij de programmawet van 2 juli 1981;

Vu la loi du 2 mai 1966 sur le chèque postal, modifiée par les lois des 13 mars 1963, 6 février 1970 et par la loi-programme du 2 juillet 1981;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, notamment l'article 2, alinéa 4;

Vu la loi-programme du 2 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 104, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1981, l'article 108, modifié par les arrêtés royaux des 16 mai 1980 et 10 juillet 1981, l'article 121, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1980 et 10 juillet 1981 et les articles 123, 124, 125, 126, 128 et 130, modifiés par l'arrêté royal du 10 juillet 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal notamment les articles 111, 115, l'article 117, dernier alinéa, modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971, l'article 121, modifié par l'arrêté ministériel du 1er juillet 1980, les articles 139, 140, 141 et 144;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'il y a nécessité de consacrer d'urgence les mesures d'exécution découlant du chapitre V, section II de la loi-programme du 2 juillet 1981,

Arrêtent :

Article 1er. L'article 111 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111. § 1er. Le montant de l'avoir en compte ne peut pas être débiteur sauf dans le cas d'octroi d'une facilité de caisse.

Cette facilité de caisse à caractère temporaire et limitée à un montant de 25 000 F peut être accordée au titulaire d'un compte courant postal bénéficiaire d'une carte de garantie de chèque postal.

§ 2. Tout solde débiteur à un compte courant postal est passible d'un intérêt débiteur fixé à 0,05 p.e. par jour.

§ 3. Le calcul des intérêts débiteurs est effectué journalièrement et leur inscription en compte est réalisée d'office une fois par mois.

§ 4. En cas d'abus en matière de montant ou de durée de la facilité de caisse, l'Office des chèques postaux prend toutes les mesures utiles en vue d'invalider la carte de garantie de chèque postal; d'en opérer le retrait et de supprimer les autres facilités de prélèvements.

Des démarches sont également entreprises afin de faire résorber le découvert et, le cas échéant, l'Office des chèques postaux intente une action judiciaire en arrêtant le montant dû y compris les intérêts débiteurs.

En cas d'apurement du solde débiteur provoquant l'arrêt des poursuites judiciaires, l'intérêt de 0,05 % par jour reste dû jusqu'au moment où le solde cesse d'être débiteur. »

Art. 2. L'article 115, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit : « ou par transfert à un autre compte. »

Art. 3. L'article 117, dernier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf en ce qui concerne les carnets de virements postaux, les formules de chèques postaux et de « chèques d'assignation », il peut être fait usage de formules de fabrication particulière d'un modèle absolument conforme à celui fourni par la Poste ou agréé par l'administrateur général de la Régie des Postes ou son délégué et moyennant autorisation préalable de celui-ci. »

Art. 4. Dans l'article 121, point 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 1er juillet 1980, le mot « paiements » est remplacé par le mot « transferts ».

Art. 5. Dans l'article 139, 1er alinéa, du même arrêté, les mots « dans toutes ses parties » sont supprimés.

Gelet op de wet van 2 mei 1966 op de postcheck, gewijzigd bij de wetten van 13 maart 1963, 6 februari 1970 en bij de programmawet van 2 juli 1981;

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 2, lid 4;

Gelet op de programmawet van 2 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid het artikel 104, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1981, het artikel 108, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 mei 1980 en 10 juli 1981 en het artikel 121, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1980 en 10 juli 1981 en de artikelen 123, 124, 125, 126, 128 en 130, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 juli 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid de artikelen 111, 115, het artikel 117, 3e lid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971, het artikel 121, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 juli 1980, de artikelen 139, 140, 141 en 144;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat het noodzakelijk is dringend de uitvoeringsmaatregelen te treffen die voortvloeien uit het hoofdstuk V, afdeling II van de programmawet van 2 juli 1981,

Besluiten :

Artikel 1. Het artikel 111 van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 111. § 1. Het bedrag van het tegoed op een rekening mag geen debetstand vertonen behoudens wanneer een kasfaciliteit wordt toegestaan.

Deze kasfaciliteit is tijdelijk en beperkt tot een bedrag van 25 000 F en wordt slechts toegestaan aan de houder van een postrekening-courant aan wie een postcheckwaarborgkaart werd toegestaan.

§ 2. Elk debetsaldo op een postrekening-courant is onderhevig aan een debetinterest bepaald op 0,05 pct. per dag.

§ 3. De debetinteressen worden dagelijks berekend, hun inschrijving op rekening geschiedt ambtshalve eens per maand.

§ 4. In geval van misbruik inzake het bedrag of de duur van de kasfaciliteit, treft het Bestuur der Postchecks alle nodige maatregelen om de postcheckwaarborgkaart te invalideren, ze terug te vorderen en alle andere mogelijkheden van afnemingen af te schaffen.

Pogingen tot aanzuivering van het tekort worden eveneens in het werk gesteld, desnoods stelt het Bestuur der Postchecks een rechtsvordering in en bepaalt het verschuldigde bedrag met inbegrip van de debetinteressen.

Bij aanzuivering van het debetsaldo waardoor de gerechtelijke vervolgingen worden stopgezet, blijft de interest van 0,05 % per dag verschuldigd tot wanneer het debetsaldo is aangezuiverd. »

Art. 2. Het artikel 115, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld : « of door overdracht op een andere rekening. »

Art. 3. Het artikel 117, laatste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Behalve voor de postoverschrijvingsboekjes en de formulieren postchecks en « assignatiechecks », mag gebruik gemaakt worden van formulieren van particulier fabrikaat en van een model dat volkomen overeenstemt met het model geleverd door de Post of goedgekeurd door de algemeen beheerder van de Regie der Posterijen of zijn gemachtigde, mits voorafgaande toelating van deze laatste. »

Art. 4. In het artikel 121, punt 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 juli 1980, wordt het woord « betaling » vervangen door het woord « overdracht ».

Art. 5. In het artikel 139, 1e lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « waarvan al de delen » geschrapt.

Art. 6. L'article 140 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140. Un chèque postal nominatif à valider par l'Office des Chèques postaux en vue de son paiement par l'Office ou par un bureau de poste doit être libellé sur une formule de « chèque d'assignation ».

La taxe due pour l'émission de ce chèque est prélevée de l'avoir en compte courant postal de l'émetteur en même temps que le montant du titre émis.

Il en est de même des taxes dues pour la transmission par chèque postal nominatif d'un montant à une adresse à l'étranger.

Art. 7. L'article 141, dernier alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les chèques postaux nominatifs sur formules de « chèques d'assignation » doivent être transmis à l'Office des Chèques postaux pour validation en « assignations postales ».

Art. 8. Dans le titre II, chapitre II, du même arrêté, la rubrique suivante est insérée entre les rubriques « Chèques postaux » et « Assignations postales » :

« Carte de garantie de chèque postal ».

Art. 9. Un article 142bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté, sous la rubrique « Carte de garantie de chèque postal » :

« Art. 142bis. Une carte de garantie de chèque postal peut être délivrée au titulaire et au mandataire d'un compte courant postal à condition que, pendant une période minimale de trois mois, ce compte ait été utilisé normalement.

Sont considérés comme remplissant cette condition pour obtenir une carte de garantie de chèque postal, les membres du personnel visés à l'article 22 de la loi-programme du 2 juillet 1981.

La carte de garantie de chèque postal est retirée à tout titulaire qui cesse de remplir cette condition ou en cas d'usage abusif.

Le retrait d'une carte de garantie de chèque postal à un titulaire entraîne celui de la carte délivrée à son mandataire.

Préalablement à la délivrance d'une carte de garantie de chèque postal, l'administrateur général de la Régie des Postes ou son délégué invite tout requérant à s'engager à respecter les limites fixées quant au montant et à la durée de la facilité de caisse.

L'attention de ce requérant est attirée sur les sanctions applicables en cas d'abus en cette matière. »

Art. 10. Dans le titre II, chapitre II, du même arrêté, la rubrique suivante est insérée entre la nouvelle rubrique « Carte de garantie de chèque postal » et la rubrique « Assignations postales » :

« Chèques postaux garantis ».

Art. 11. Un article 142ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté, sous la rubrique « Chèques postaux garantis » :

« Art. 142ter. § 1er. La Régie des Postes tirée payera le montant d'un chèque postal garanti, au tiers bénéficiaire ou au porteur de ce chèque si les conditions suivantes ont été respectées :

— la dénomination de l'institution tirée (Office des chèques postaux), la signature et le numéro de compte figurant respectivement sur le chèque postal et sur la carte de garantie de chèque postal doivent correspondre;

— le délai de validité de la carte de garantie de chèque postal n'est pas expiré à la date d'émission du chèque;

— le montant du chèque postal n'excède pas 5 000 F;

— le lieu et la date d'émission figurent sur le chèque postal;

— le délai de validité du chèque postal n'est pas expiré;

— le numéro de la carte de garantie de chèque postal est inscrit au verso du chèque postal.

Le tiers est censé, dans tous les cas, avoir contrôlé ces éléments au moment de l'acceptation du chèque postal.

§ 2. Le titulaire ou son mandataire désireux d'effectuer des retraits au moyen de chèques postaux dont le montant ne peut dépasser 20 000 F, dans le bureau de poste de son choix et sur présentation de sa carte de garantie de chèque postal, dépose dans ce bureau la demande adéquate.

Art. 6. Het artikel 140 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 140. Een postcheck op naam door het Bestuur der Postchecks geldig te maken om door het Bestuur of een postkantoor te worden uitbetaald, dient te worden opgesteld op een formulier « assignatiechecks ».

De verschuldigde taks voor de uitgifte van deze checks wordt van het tegoed op de postrekening-courant van de uitgever afgetrokken samen met het bedrag van de uitgegeven titel.

Hetzelfde geldt voor de taksen verschuldigd voor de overdracht door een postcheck op naam van een bedrag op een adres in het buitenland.

Art. 7. Het artikel 141, laatste lid, van hetzelfde besluit, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De postchecks op naam op formulieren « assignatiechecks » moeten aan het Bestuur der Postchecks worden overgemaakt voor validering als postassignaties. »

Art. 8. In titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit, wordt de volgende rubriek ingelast tussen de rubrieken « Postchecks » en « Postassignaties » :

« Postcheckwaarborgkaart ».

Art. 9. Een artikel 142bis, luidend als volgt, wordt opgenomen in hetzelfde besluit onder de rubriek « Postcheckwaarborgkaart » :

« Art. 142bis. Een postcheckwaarborgkaart mag worden afgeleverd aan de houder en aan de mandataris van een postrekening-courant op voorwaarde dat deze rekening gedurende een periode van minimum drie maand normaal werd gebruikt.

Worden geacht deze voorwaarden te vervullen voor het bekomen van een postcheckwaarborgkaart, de personeelsleden waarvan sprake in het artikel 22 van de programmawet van 2 juli 1981.

De postcheckwaarborgkaart wordt ontnomen aan elke houder die ophoudt deze voorwaarden te vervullen of in geval van misbruik.

De intrekking van een postcheckwaarborgkaart van een rekeninghouder heeft de intrekking van de kaart afgeleverd aan zijn mandataris ten gevolge.

Vóór het afleveren van een postcheckwaarborgkaart verzoekt de algemeen beheerder van de Regie der Posterijen of zijn gemachtigde elke aanvrager zich te verbinden de vastgestelde beperkingen betreffende het bedrag en de duur van de kasfaciliteit na te leven.

De aandacht van de aanvrager wordt gevestigd op de sancties toepasselijk in geval van misbruik ter zake. »

Art. 10. In titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit wordt de volgende rubriek ingelast tussen de nieuwe rubriek « Postcheckwaarborgkaart » en de rubriek « Postassignaties » :

« Gewaarborgde postchecks ».

Art. 11. Een artikel 142ter, luidend als volgt, wordt opgenomen in hetzelfde besluit, onder de rubriek « Gewaarborgde checks » :

« Art. 142ter. § 1. De Regie der Posterijen in haar hoedanigheid van betrokkene zal het bedrag van de gewaarborgde check uitbetalen aan een derde rechthebbende of aan de drager van die check indien de volgende voorwaarden werden in acht genomen :

— de benaming van de instelling in de hoedanigheid van betrokkene (Bestuur der Postchecks), de handtekening en het nummer van de rekening die voorkomt respectievelijk op de postcheck en op de postcheckwaarborgkaart moeten overeenstemmen;

— de geldigheidsduur van de postcheckwaarborgkaart is niet verstreken op de datum van uitgifte van de check;

— het bedrag van de postcheck ligt niet hoger dan 5 000 F;

— de plaats en de datum van uitgifte staan op de postcheck vermeld;

— de geldigheidsduur van de postcheck is niet verstreken;

— het nummer van de postcheckwaarborgkaart werd op de keerzijde van de postcheck aangebracht.

De derde wordt geacht telkens deze gegevens nagezien te hebben op het ogenblik van de aanneming van de postcheck.

§ 2. De rekeninghouder of zijn mandataris die wensen afnemingen te verrichten door middel van postchecks, waarvan het bedrag 20 000 F niet mag overschrijden, in een postkantoor van hun keuze en tegen overlegging van zijn postcheckwaarborgkaart moet in dit kantoor de passende aanvraag indienen.

L'autorisation d'effectuer ces retraits, sans vérification préalable de l'avoir en compte, est donnée par l'Administrateur général de la Régie des Postes ou son délégué. Elle est matérialisée sur la carte de garantie de chèque postal par la présence du numéro de code mécanographique du bureau de poste choisi.

Dans le cas où cette autorisation nécessite le remplacement de la carte de garantie de chèque postal, ce remplacement donne lieu à la perception de la taxe en vigueur. »

Art. 12. Dans l'article 144 du même arrêté, les mots « ou d'un chèque d'assignation » sont insérés entre les mots « d'un chèque postal » et « transmis à l'Office des chèques postaux ».

Bruxelles, le 14 juillet 1981.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

F. WILLOCKX

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

F. 81 — 1154

13 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel fixant le taux des redevances à percevoir par les organismes agréés pour l'inspection automobile

Le Ministre des Communications,

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, notamment l'article 2, alinéa 2, ainsi que l'article 28, modifié par la loi du 20 décembre 1957;

Vu l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, notamment l'article 2, modifié par la loi du 20 décembre 1957;

Vu la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment l'article 7, 1°, 7° et dernier alinéa;

Vu la loi du 26 avril 1962, relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement, notamment l'article 1er;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 23 juin 1969 relative aux services de taxis, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment les articles 3, § 4, et 59;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, notamment les articles 10, § 4, 14, 16, § 2, 23, § 5, et 80, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1975;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 1967 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment les articles 2, § 2, 2° et 5, § 2;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1976 relatif au transport des marchandises dangereuses par route à l'exception des matières explosives et radio-actives, notamment l'article 4, §§ 1 et 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire des réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant que l'article 1er de l'arrêté royal du 19 juin 1981 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des

De machtiging om deze afnemingen te verrichten, zonder voorafgaandelijk nazicht van het tegoed op de rekening, wordt verleend door de Algemeen Beheerder van de Regie der Posterijen of zijn gemachtigde. Zij wordt gematerialiseerd door het aanbrengen op de postcheckwaarborgkaart van het mechanografisch code-nummer van het gekozen postkantoor.

Indien deze machtiging tot de vervanging van de postcheckwaarborgkaart noopt, geeft deze vervanging aanleiding tot het heffen van de toepasselijke taks. »

Art. 12. In het artikel 144 van hetzelfde besluit worden de woorden « of van een assignatiecheck » ingevoegd tussen de woorden « van een postcheck » en « aan het Bestuur der Postchecks toegezonden ».

Brussel, 14 juli 1981.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

F. WILLOCKX

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

N. 81 — 1154

13 JULI 1981. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen te innen door de voor de automobielinspectie erkende organismen

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen inzonderheid op artikel 2, alinea 2, alsook op artikel 28, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

Gelet op de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dieneinde tot het vervoer van zaken voor eigen rekening van hun eigenaar, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

Gelet op de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op artikel 7, 1°, 7° en laatste alinea;

Gelet op de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van de onderwijsinrichtingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 23 juni 1969 betreffende de taxiëdiensten, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op de artikelen 3, § 4, en 59;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen, inzonderheid op de artikelen 10, § 4, 14, 16, § 2, 23, § 5, en 80, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1975;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 september 1967 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, 2° en 5, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1976 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg met uitzondering van ontplofbare en radio-actieve stoffen, inzonderheid op artikel 4, §§ 1 en 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet tot hervorming van de instellingen van 9 augustus 1980;

Overwegende dat artikel 1 van het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20, van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde